

## ZOOM SUR... 4 ENJEUX DE LA PRESIDENTIELLE

La candidature de **Nicolas SARKOZY**, c'est celle de la **rupture**, celle qui s'appuie sur le constat suivant : le monde change et, dans le même temps, nos performances économiques faiblissent, notre modèle social s'épuise... La France, prisonnière de ses conservatismes, a désormais peur du changement et peine à se réformer.

Seul Nicolas SARKOZY prône **le mouvement contre l'immobilisme**.

C'est le seul présidentiable qui souhaite une **France plus forte**, mais aussi **plus juste** : une France où la **réussite** soit enfin possible pour chaque famille qui le souhaite, une France où chacun puisse avoir la certitude d'avoir la **juste récompense de ses efforts**, de son mérite et de son travail.

Dans le projet présidentiel du candidat de l'UMP, tous les thèmes de sociétés sont abordés. J'aimerais en évoquer plus particulièrement 4 : le travail, le logement, la sécurité et l'immigration.

### LE TRAVAIL

**Depuis 25 ans, tout a été fait pour dévaloriser le travail** : 35 heures, gel des salaires, fiscalité sur le travail très élevée, développement de politiques d'assistantat.

Nicolas SARKOZY veut redonner du sens au travail, afin de créer des emplois et de redonner du pouvoir d'achat aux Français.

**Pour cela, le travail doit à la fois payer, protéger et rapporter plus que de vivre de l'assistantat.**

- **Travailler doit payer**, cela veut dire : **Payer les heures supplémentaires 25%** de plus, quelle que soit la taille de l'entreprise et les exonérer de charges sociales et d'impôts sur le revenu. Exemple : en travaillant 4 heures de plus par semaine, un salarié payé au SMIC gagnera 1980 euros de plus par an, soit l'équivalent de près de 2 mois de salaire supplémentaires pour une charge de travail supplémentaire de moins d'une heure par jour.
- **Travailler doit payer**, cela implique de réserver les **allègements de charges** aux entreprises qui **augmentent les grilles de salaires**
- **Travailler doit payer**, cela veut dire : **Augmenter le salaire de tous et pas seulement le SMIC**, car une augmentation artificielle du SMIC, telle que proposée par **Ségolène ROYAL détruirait 50.000 emplois et coûterait 10 milliards d'euros à l'Etat et 5 milliards d'euros aux employeurs.**
- **Travailler doit protéger**, avec, notamment, la mise en place d'une **assurance salaire** garantie pour percevoir une rémunération décente en période de chômage
- **Travailler doit rapporter plus que l'assistantat**, ce qui signifie, entre autres :
  - ° la **suspension de l'indemnisation chômage** après 2 refus d'offre d'emploi correspondant à la compétence du demandeur d'emploi,
  - ° l'**exonération de charges** pour l'emploi des **étudiants**

On ne trouve pas, **dans le programme de Ségolène Royal**, une orientation aussi forte et structurante, sinon celle de la réhabilitation de l'assistantat, de l'égalitarisme, du nivellement, avec de la gratuité, des allocations, des contrats aidés partout, pour tous, sans aucune contrepartie.

Les mesures de la candidate socialiste Ségolène Royal détruiraient 80.000 emplois : 30.000 liés à la suppression du Contrat nouvelles embauches (CNE) et 50.000 liés à la hausse du Smic. La croissance y perdrait 0,5 point. Les emplois tremplins, dont l'impact n'est pas calculé, seraient "positifs à court terme et négatifs à long terme".

## LE LOGEMENT

**Le logement** a été l'un des plus **gros chantiers du mandat** présidentiel de Jacques CHIRAC et de notre majorité UMP, et les résultats sont là :

- **565 000 permis de construire** délivrés en **2006** (+ 70% par rapport à l'an 2000)
  - o Objectif 2007 : 600 0000
- **97 230 logements locatifs sociaux** financés en **2006** (+ 130% par rapport à l'an 2000)
  - o Objectif 2007 : 136 0000
- **240 000 prêts à taux zéro en 2006** (+ 140% par rapport à 2004)
  - o Objectif 2007 : 280 000
- **17 500 nouveaux logements pour 130 terrains concédés par l'Etat**
  - o Objectif : 30 000 logements sur 3 ans

**Pour autant, il faut aller plus loin, en construisant les 700 000 logements qui manquent et en facilitant la location, l'achat et la transmission de la résidence principale :**

- **Aider ceux qui désirent louer un logement**, comme les plus jeunes, grâce, entre autres, à la **suppression de la caution** qui représente parfois 3 mois de loyer, grâce à la mise en place d'un fonds de garantie des loyers. Le propriétaire y souscrit pour une somme très modique (1% des loyers perçus) et le fonds lui garantit, dès le 1<sup>er</sup> euro, le manque à gagner éventuel.
- **Faciliter l'accession à la propriété** (seuls 57% des ménages français sont propriétaires de leur logement),
- **Exonérer d'impôt sur la fortune la résidence principale**,
- Permettre à celui qui est propriétaire de **transmettre sa résidence principale à ses enfants ou petits enfants sans que ceux-ci aient à payer de droits de donation ou de mutation.**

Dans le même temps, Ségolène ROYAL propose la déresponsabilisation, la réquisition, la dépense publique et la coercition :

- **Un service public de la caution** □ permettant d'assurer les impayés de loyer et d'éviter les expulsions... Mais qui paiera ? Qui sera concerné ? Pourquoi continuer à payer un loyer si l'Etat peut prendre le relais ? Comment juger de la "bonne foi" d'un locataire ?
- □ **La vacance interdite** □ : Les logements inoccupés depuis plus de deux ans seront surtaxés et les communes pourront procéder à des acquisitions-réquisitions. Reste à définir ce qu'est un "logement vacant spéculatif" : près de 60% des logements inoccupés le sont en effet pour laisser le temps au propriétaire de faire des travaux ou de rassembler le budget.
- **Un bouclier logement**, consistant à augmenter les allocations logement "de manière à limiter à 25% le montant des dépenses de logement pour les ménages modestes". Les aides personnelles au logement versées par l'Etat représentent déjà "80 % du budget consacré au logement", et "le seul choix possible consiste à réduire progressivement l'effectif bénéficiaire" si l'on souhaite éviter une dégradation supplémentaire des finances publiques.
- **Une sanction pour les maires** qui ne respectent pas le quota de 20% de logements sociaux et **pour les particuliers** qui construisent des logements qui ne comprendraient pas au moins 25% de **logements sociaux**.

## LA SECURITE

Depuis 2002, **la délinquance a baissé** de 8,8 % alors qu'elle avait augmenté de 14,7% entre 1997 et 2001.

Le **taux d'élucidation** a été porté de 25 % à 33 % et plus d'un million de victimes ont été épargnées.

+ 9 000 **emplois dans la police nationale** entre 2002 et 2008

+ 6 050 **emplois dans la gendarmerie** entre 2003 et 2007

**Pour Nicolas SARKOZY, la sécurité des biens et des personnes reste une priorité.**

Sur un ensemble complet de mesures, j'en retiens 2 majeures :

- Création de **peines planchers** pour les **multi-récidivistes**,
- Réforme de **l'ordonnance de 1945** sur le droit pénal des **mineurs** : entre 16 et 18 ans, ils pourront être jugés comme des adultes.

**Madame ROYAL**, quant à elle, annonce la création d'une « **police des quartiers** », qui n'est rien d'autre que la « police de proximité » façon Jospin qui avait provoqué une explosion de la délinquance (+14,5%).

Cela signifie une police qui délaisse sa mission principale (protéger la population et interpellier les délinquants), pour se substituer aux services sociaux ; et placer les délinquants mis au même rang que les victimes.

## **L'IMMIGRATION**

**En tant que Ministre de l'Intérieur, Nicolas SARKOZY a tenu ses promesses en matière d'immigration :**

- **Le nombre d'entrées légales sur notre territoire s'est stabilisé** en 2004 (+ 0,5%) et a diminué en 2005 (- 2,6% en 2005)  
CONTRE + 70 % entre 1997 et 2003 (Gouvernement JOSPIN)
- **Les demandes d'asile ont chuté** de plus de 60% en 4 ans  
CONTRE + 450 % entre 1997 et 2002 (Gouvernement JOSPIN)
- **Le nombre de reconduites à la frontière** d'étrangers en situation irrégulière a **doublé** en 3 ans (20 000 en 2005)  
CONTRE : la régularisation de 80 000 clandestins sous le Gouvernement Jospin

**En tant que candidat, Nicolas SARKOZY souhaite que l'immigration continue à être organisée et maîtrisée, en collaboration étroite avec les pays d'origine.**

Cela passe, notamment, par :

- L'établissement de **plafonds annuels d'immigration** qui tiennent compte des capacités de l'économie française à intégrer les nouveaux entrants,
- Le renforcement des conditions du **regroupement familial** :
  - o Logement
  - o Revenus tirés du travail et pas des prestations sociales
  - o Connaissance du Français
- La régulation de **l'immigration en fonction des besoins de notre économie**
- La définition d'une véritable **politique commune de l'Union Européenne** en matière d'immigration.

**Le projet de Ségolène ROYAL c'est :**

Revenir sur l'ensemble des réformes essentielles prises depuis 2002.

Une nouvelle **régularisation massive** sans **aucune politique d'intégration.**

**Vous avez aimé Jospin, vous adorerez Royal !**

Je souhaiterais conclure sur l'aspect du chiffrage du programme présidentiel.

Les mesures prioritaires du projet de **Nicolas SARKOZY** sont évaluées, en termes de dépenses, à **32 milliards d'euros.**

En contrepartie, ce projet génèrera un certain nombre de **recettes nouvelles** (franchise, fiscalité écologique, lutte contre les fraudes et les abus, etc...) et d'**économies** (réforme de l'état, des régimes spéciaux de retraites, etc...) .

A titre de comparaison, un premier chiffrage rapide du **programme de Ségolène Royal** fait apparaître un coût minimal de **80 milliards d'euros.** Pour autant, Mme Royal n'a évoqué **aucune piste d'économie** dans son programme, sinon la décentralisation, dont l'histoire n'a

cessé de montrer depuis 25 ans que, si elle permettait sans doute de mieux gérer, elle ne permettait pas de moins dépenser.